

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

PROFESSION DE FOI
par le
Docteur Guy EBRARD

DEPUTE SORTANT
Maire d'Oloron-Sainte-Marie
Vice-Président du Conseil Général
des Basses-Pyrénées

Rassemblement Démocratique présenté par la FGDS

Suppléant : **Albert ABADIE**
Ingénieur des travaux ruraux
à la Direction départementale de l'Agriculture



ELECTRICES, ELECTEURS,

HIER...

DEPUIS 10 ANS, vous m'avez élu à des majorités chaque fois accrues.

IL Y A 15 MOIS A PEINE, vous m'avez accordé massivement votre confiance et donné 28.933 voix au premier tour.

Devant 5 candidats, 937 voix seulement m'ont fait défaut pour être élu d'un coup comme je l'avais été en 1962.

Au second tour, vous m'avez accordé presque deux fois le nombre de suffrages que recueillait mon adversaire.

AUJOURD'HUI...

AUJOURD'HUI, tant la dernière élection est récente, je me contenterai de vous demander de vous reporter à ma dernière profession de foi. Je vous donne ainsi la garantie, s'il en était besoin, que le même homme n'a aliéné ni son indépendance, ni la fidélité de ses convictions, qui lui avaient valu de votre part une si large et si confiante adhésion.

MAIS LES CIRCONSTANCES PRESENTES VOUS DONNENT LE DROIT, au-delà des options que je représente, DE CONNAITRE MON SENTIMENT PERSONNEL SUR LA SITUATION ACTUELLE ET SUR LES PERSPECTIVES D'AVENIR.

LA SITUATION ACTUELLE

Dans un monde où la Paix reste précaire, la France donnait les apparences de la stabilité et de l'ordre.

Et pourtant le calme était apparent et la satisfaction artificielle.

10 milions de grévistes ; l'économie en péril ; l'agriculture directement et gravement menacée ; le chômage en perspective ; l'enseignement en désordre ; les étudiants en révolte ; l'O. R. T. F. longtemps mise en condition, brusquement en grève ; la presse écrite au premier chef visée ; l'ordre public mis en question ; l'inflation en route ; la dévaluation en préparation.

COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVES LA

Parce que le gouvernement est resté aussi sourd aux conseils, aux avertissements et aux critiques de ses amis qu'à celles de ses adversaires, poussant les uns à tout accepter, les autres à tout rejeter, coupant dangereusement la France en deux blocs. Il a refusé le dialogue aux forces vives de la nation, aux syndicats, aux professions. Il a empêché les corps intermédiaires d'accomplir la mission que la constitution leur assigne et que le pays leur confie.

Depuis 10 ans, chacun reconnait qu'un pouvoir absolu et stable gouverne la France ; cette continuité fait peser sur lui une totale responsabilité et ne le désigne pas pour persister ainsi.

L'ORDRE

Que de temps perdu pour rétablir l'ordre ? Tour à tour, le Premier Ministre ne renonce pas à son voyage en Perse ; quelques jours après, le chef de l'Etat part en Roumanie... Des agitateurs et des anarchistes connus ne se voient interdire le territoire que lorsqu'il est trop tard. Ils peuvent impunément narguer l'autorité de l'Etat dans Paris, en tête des cortèges. Il faudra attendre le 12 juin pour dissoudre les mouvements anarchistes !...

LA SOLUTION PROPOSEE ?

Un référendum que l'on diffère, puis des élections que l'on précipite ; chacun sent bien que ces remèdes sont illusoires si rien d'autre n'est fait.

∴

L'AVENIR

Il faut cesser de s'obstiner dans les mêmes erreurs et d'employer les mêmes méthodes. Il faut ouvrir le DIALOGUE à tous les niveaux, faire jouer à chacun le rôle qui est le sien. Il faut faire revivre la démocratie par une PARTICIPATION active des citoyens et par le respect de l'équilibre des Pouvoirs. En répondant ainsi à la détresse des plus humbles souvent découragés par leur misère et aux aspirations des plus jeunes, souvent entrainés contre leur gré, on bâtira l'Avenir. L'ordre public dépend d'abord et avant tout de l'adhésion confiante d'une Nation qui n'a, pas plus que moi-même, le goût, ni d'une dictature, ni d'une démocratie populaire, ni de l'anarchie.

∴

LA JEUNESSE - L'ENSEIGNEMENT

L'avenir d'un pays dépend de sa jeunesse et de son enseignement qui doit constituer la priorité des priorités.

Il faut en finir avec de perpétuelles réformes que l'on prend sans consulter les intéressés et qu'on applique contre l'avis du corps enseignant et des parents.

Accroître le volume des crédits, augmenter le nombre des postes budgétaires, des locaux, reconsidérer l'attribution des bourses et les effectifs des classes, revoir les programmes. Mais il faut remettre de l'ordre et rétablir la confiance.

LA PARTICIPATION

La participation des élèves (délégués de classe) et des étudiants à l'élaboration des décisions, permettra leur mise en place, leur application, puis leur respect par les intéressés eux-mêmes.

Les étudiants, qu'il ne faut pas assimiler aux trublions et aux anarchistes, doivent participer à la gestion et l'élaboration de l'Université Nouvelle.

Des Universités autonomes peuvent être le moteur d'expansion des Régions.

Cette participation à tous les niveaux rétablira la collaboration confiante entre maitres et étudiants, donnera toute sa valeur aux lourds sacrifices consentis pour ceux-ci par les familles et à ceux consentis en leur faveur par le budget de la Nation.

∴

L'EMPLOI, L'ECONOMIE, LES DEBOUCHES

MAIS IL NE SERVIRAIT A RIEN D'INSTRUIRE LES JEUNES SI NOUS NE SOMMES PAS CAPABLES ENSEMBLE DE LEUR OFFRIR DES DEBOUCHES ; trop souvent l'emploi offert, lorsqu'il l'est, ne correspond à la qualification reçue. Des mesures urgentes doivent être prises. Le Gouvernement, dans les prévisions du Plan, acceptait, s'il ne l'encourageait, un volant de 500.000 chômeurs ! Cette option n'est pas acceptable.

Qu'en sera-t-il après les grèves ?

ACTUELLEMENT

L'économie française a reçu un rude coup.

Notre compétitivité est compromise, le Gouvernement a dû ACCORDER EN UNE NUIT CE QU'IL AVAIT REFUSE PENDANT PLUSIEURS ANNEES DE NEGOCIER PAR ETAPES, NOTAMMENT LE RELEVEMNT DU S.M.I.G. Il s'en suivra une INEVITABLE HAUSSE DES PRIX, un renchérissement de la vie, qui risque hélas de reprendre bien vite aux travailleurs les augmentations qu'ils auront reçues.

Il est urgent d'agir et de remettre en marche l'économie française.

LES GREVES

QUAND LE GOUVERNEMENT REFUSE LE DIALOGUE, LA GREVE DEVIENT INEVITABLE. Mais des grèves qui cessent de respecter la liberté du travail et d'être revendicatives, qui se prolongent au-delà des satisfactions raisonnables, desservent les propres intérêts des travailleurs. Une politique économique et financière hardie doit être mise en place pour en effacer les conséquences.

DES MESURES D'URGENCE

Un plan d'urgence doit être établi en attendant que des réformes de structure adaptent l'industrie française et la rendent compétitive.

L'AGRICULTURE

L'Agriculture va faire une nouvelle fois les frais de cette situation. Il faut d'urgence :

METTRE EN ŒUVRE une politique d'équipement des campagnes avec des crédits suffisants.

METTRE EN ŒUVRE une politique des structures, et de régionalisation.

PROMOUVOIR un grand effort social par une politique des transferts.

METTRE EN ŒUVRE une politique de GARANTIE des PRIX agricoles par l'organisation du marché basé sur des offices inter-professionnels : il faut lutter contre les effondrements des cours et INDEXER A NOUVEAU LES PRIX.

∴

LA FISCALITE

La remise en ordre de l'économie française est inséparable d'une refonte de l'impôt sur le revenu qui doit être allégé et d'un assouplissement de la fiscalité des entreprises et des personnes physiques.

Des mesures adaptées (salaire fiscal pour les artisans par exemple) permettront aux professions commerciales, artisanales et libérales de jouer pleinement leur rôle dans une société plus juste.

∴

LES COMMUNES

Chacun aura sa place dans son village natal qui ne doit pas disparaître sous le prétexte d'une réforme communale. Hier, l'école fermée, demain l'église fermée, ensuite la commune rayée, sous le prétexte qu'elle est sans ressource parce que l'Etat l'écrase de charges.

NON, NOUS NE VOULONS CELA EN AUCUN PRIX ET NOUS N'ACCEPTERONS PAS CETTE DISPARITION.

∴

UN ELAN SOCIAL

Un grand effort social doit être accompli et L'ABROGATION DES ORDONNANCES SUR LA SECURITE SOCIALE PRONONCEE, le régime des pré-retraites SANS CUMUL favorisé, en attendant que la RETRAITE ABAISSEE à 60 ans, dégage des emplois pour les plus jeunes ; l'aide aux PERSONNES AGEES doit être accrue et les INAPTES OU HANDICAPES PHYSIQUES en mesure d'apporter leur contribution à l'effort commun, par un reclassement organisé et financièrement soutenu. L'INDEMNISATION des RAPATRIES doit intervenir.

Mesures immédiates ou objectifs à atteindre par étapes, tel est en tout cas la voie à prendre : promouvoir le progrès par le dialogue et la participation ; garantir le bon fonctionnement des rouages de l'Etat. Ce sera répondre aux aspirations DU MONDE OUVRIER ET DU MONDE RURAL, DES JEUNES ET DES VIEUX.

Ainsi sera tout naturellement garanti l'ORDRE indispensable à l'épanouissement du progrès et préservée la LIBERTE chère aux Français dans un apaisement où L'AMNISTIE sera totale pour les événements d'Algérie et la RECONCILIATION des Français rapide.

∴

UN HOMME RESPONSABLE DEVANT VOUS

Telle est la tâche pour laquelle je sollicite à nouveau votre confiance.

J'ai choisi pour m'y suppléer et m'y seconder un jeune cadre, Ingénieur des Travaux Ruraux qui a puisé pendant 10 ans son expérience professionnelle de Béarnais au contact de sept cantons de ma circonscription et qui se propose, après les élections législatives, de l'étendre et de l'élargir électivement aux autres.

Ainsi, il sera étroitement lié à mes côtés, à la vie et à l'avenir de la circonscription OLORON-ORTHEZ.

Nous sommes des hommes libres. NOTRE DRAPEAU N'EST NI ROUGE NI NOIR. Nous n'avons aucun autre emblème que le drapeau tricolore dont personne n'a l'exclusivité. En homme de progrès nous vous convions à nous aider à poursuivre l'œuvre entreprise. Nous invitons à nous faire confiance tous les républicains sincères, tous les démocrates, regroupés dans le respect de leurs convictions politiques et religieuses qui se refusent à voir la France coupée en deux extrêmes antagonistes, et qui veulent assurer à leur Famille, les bienfaits d'une politique humaine et généreuse et garantir à leur Pays le calme et la liberté.

VIVE LE BEARN,
VIVE LA FRANCE,
VIVE LA REPUBLIQUE.

I. O. « La République », Pau